

# "MYTHE ET RÉALITE DU PROJET D'UNE DÉFENSE EUROPÉENNE ?"

---

Général d'Armée Aérienne Patrick de Rousiers

## I. La défense européenne est une réalité mais elle n'est peut-être pas celle à laquelle vous pensez.

L'Europe de la défense, ce n'est pas la défense de l'Europe.

- Les Ukrainiens ne se tournent pas vers l'Union Européenne pour assurer la défense de leur territoire, mais pour voir des changements profonds survenir dans la gouvernance de leur pays et pour garantir des perspectives d'avenir pour eux comme pour leurs enfants, à l'image des évolutions vécues par leurs voisins en Turquie et en Pologne.
- Aujourd'hui, les Républiques Baltes ou les États d'Europe centrale, pourtant membres de l'UE, réclament des renforts militaires et ne comptent pas sur les capacités ou les structures militaires de l'UE pour les protéger d'une ingérence ou d'une entreprise de déstabilisation dans leur proche voisinage.
- Les quatre Rafale C, déployés par la France en Pologne, qui assurent une permanence opérationnelle à partir de la base de Malbork, le font dans le cadre de la posture de défense renforcée de l'OTAN et non d'une mission européenne.
- C'est faire fausse route de croire que l'Union Européenne pourrait intervenir en tant que telle pour rétablir l'intégrité d'un pays comme d'autres ont pu le faire en Irak ou l'Afghanistan, alors même que ce sont les événements de Bosnie qui ont conduit à l'élaboration des "*tâches de Petersberg*".
- En termes capacitaires, c'est un leurre de penser que la direction "*Concepts et capacités*" de l'État-major de l'Union Européenne à Bruxelles ou bien la direction "*capacités, armements et technologie*" de l'Agence Européenne de Défense peuvent à elles seules façonner l'outil de défense européen. Cette question relève avant tout de la souveraineté des États membres.
- La défense du Continent Européen reste assurée par chacun des États membres, et globalement par l'OTAN, car l'Union européenne ne dispose ni des moyens institutionnels ni des structures militaires pour s'engager en premier dans un conflit de très haute intensité.

- Il n'y a donc pas et il ne peut y avoir d'armée européenne au sens classique du terme : la sécurité ultime de l'Europe relève en effet de ses États membres qui, individuellement, gardent la maîtrise de leur outil de défense et de la mise en œuvre de leurs capacités.

## II. Pour autant, en termes d'opérations, l'Union européenne n'est pas cantonnée au "*soft power*" auquel certains voudraient la réduire

- L'Union européenne sait aussi manier la coercition :
  - soit dans le cadre de sa politique communautaire : rétorsions commerciales...
  - soit en imposant des sanctions contre des régimes:
    - menaçant la paix ou les règles internationales : Iran, Russie
    - ou violant les droits de l'homme : Libye, Syrie.
- Elle s'est aussi dotée du moyen de recourir à l'outil militaire :
  - Certes les opérations et missions conduites dans le cadre de la PSDC ne sont pas comparables à celles menées par l'OTAN en Afghanistan ou en Libye, mais le recours à la force, strictement encadré par un mandat des Nations unies, n'est pas écarté. Loin de là, pensons en effet aux cinq opérations militaires que l'UE mène en ce moment.
  - Bien sûr, pour certains États membres, réticents à s'engager sur les théâtres d'opération, cela reste une question difficile. Pour d'autres encore, il est plus facile de suivre le leadership militaire de la puissance américaine que de se mettre d'accord à 28.
- Cependant, même avec ses limites actuelles, la puissance européenne dépasse le simple "*soft power*".

### Deux exemples : la Corne de l'Afrique et le Sahel

- **Dans la Corne de l'Afrique**, où en sommes-nous, quelle est la vérité des prix?
  - Dans le cadre de la PSDC, l'Union européenne ne se livre pas à un combat en règle contre les pirates.

Mais elle fait bien plus que des escortes de navires et elle ne se contente pas d'arrêter, puis de relâcher des pirates. Elle s'attaque aux symptômes, mais aussi aux causes profondes.

La PSDC en effet, ce n'est pas l'OTAN, ce n'est pas la CTF 150, ni la marine Russe, Indienne ou Chinoise qui, temporairement, viennent participer à des actions en haute mer de lutte contre la piraterie.

- Si l'opération **EU NAVFOR ATALANTA** a permis de réduire très significativement les attaques et nuisances de la piraterie dans cette zone, c'est bien parce que l'Union européenne a su développer une coopération opérationnelle avec l'ensemble des acteurs de la région et qu'à l'action militaire se sont ajoutés d'autres outils juridiques, économiques....
  - Cette année, l'UE est à la tête du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) pour une durée d'un an. C'est le secrétaire général adjoint du SEAE qui est chargé de la coordination des actions.
  - Parallèlement, l'UE apporte une assistance au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et à l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour favoriser la tenue en Somalie de procès équitables et efficaces en matière de piraterie.
  - En attendant :
    - Le transfert des pirates présumés aux autorités compétentes afin qu'ils soient jugés est indispensable. C'est pourquoi : l'UE soutient activement la mise en place d'un mécanisme de coopération entre les procureurs des pays concernés de la Corne de l'Afrique.
    - Enfin, un programme de soutien aux systèmes judiciaires du Kenya, des Seychelles et de Maurice a été lancé afin d'apporter une assistance pratique pour aider ces pays à faire face aux exigences supplémentaires liées à la poursuite et à la détention des pirates présumés.
    - l'opération EU NAVFOR ATALANTA communique à Interpol des informations utiles sur la piraterie basée en Somalie.

Mais je vous disais que l'UE ne faisait pas que lutter contre les pirates.

- **En Somalie**, à la suite de la bataille de Mogadiscio en octobre 1993, plus connue sous le nom de "*Black Hawk Down*" (et adaptée au cinéma sous le titre "*La chute du faucon noir*"), 19 soldats américains ont perdu la vie et plusieurs centaines de Somaliens ont été tués. Après ce traumatisme, les américains ont quitté le territoire.

Eh bien, vingt ans après, aux côtés de partenaires de l'Union Africaine, c'est l'Union Européenne qui est en première ligne, et il ne s'agit pas de "*soft power*" !

- Avec la mission de formation **EUTM Somalia**, récemment transférée à Mogadiscio, ce sont des militaires italiens, irlandais, espagnols, suédois, néerlandais mais aussi hongrois, finlandais, portugais, britanniques et belges qui entraînent les forces armées somaliennes.  
3800 soldats somaliens ont déjà été formés en Ouganda et plus de 1800 autres vont l'être sur le territoire somalien au cours de cette année.
  - La mission civile **EUCAP Nestor** apporte des réponses au volet capacitaire en contribuant à la restauration de l'Etat de droit en Somalie et en aidant les autorités locales à reprendre le contrôle de leurs bordures côtières.
  - Ces actions sont renforcées par des budgets de développement. A titre d'exemple, l'UE paie les soldes des soldats de l'AMISOM et verse entre 17 et 20 M€ par mois dans le cadre de l'African Peace Facility (APF).
  - Toutes ces actions contribuent à assister les autorités somaliennes pour le retour d'une bonne gouvernance en Somalie. C'est un processus long et fragile, mais que l'Union Européenne poursuit avec conviction, en étroite collaboration avec l'Union Africaine.
- **Le Sahel** est également un point fort de l'agenda de l'Union Européenne qui a élaboré, pour cette région, une stratégie de sécurité et de développement.
- Il s'agit en effet de renforcer la gouvernance, la stabilité politique et la cohésion sociale des pays du Sahel et en particulier :
    - d'empêcher les attentats d'AQMI,
    - de lutter contre le trafic de stupéfiants,
    - de mettre en place des échanges commerciaux licites,
    - de doter la région de moyens de communication (routes, oléoducs et gazoducs) traversant le Sahel du nord au sud et d'est en ouest afin de favoriser le développement socio-économique des pays de la région.

- **Au Mali**, l'Union Européenne agit non seulement sur les causes des conflits mais contribue également à la refondation de l'Etat malien.
  - **La mission EUTM Mali**, a déjà aidé les autorités maliennes à définir un format d'armée s'appuyant sur des structures pérennes et en les dotant d'unités aptes à remplir des missions de sécurisation.

Plus de 2800 soldats maliens ont déjà été formés par des militaires français mais aussi suédois, finlandais, lithuaniens, britanniques... Leur comportement "au feu" est salué par tous. C'est la "nouvelle armée" malienne.

- En complément, maintenant que la situation est globalement stabilisée, l'UE vient de lancer une mission civile de formation des forces de sécurité intérieure maliennes **EUCAP SAHEL Mali**.
- Par ailleurs, la **mission civile EUCAP SAHEL Niger** contribue à la mise place d'une approche intégrée de lutte contre le terrorisme et la criminalité dans la région.

Composée principalement d'experts issus des forces de sécurité et des services juridiques européens, elle travaille en priorité :

- au développement de la police technique et scientifique;
- au renforcement de l'efficacité des postes de commandement régionaux;
- à la collecte et au partage du renseignement entre les différents acteurs de la sécurité;
- au renforcement des capacités pédagogiques au sein des écoles de formation des forces de sécurité;
- à l'encadrement juridique de l'action des forces armées dans leur mission de lutte contre le terrorisme et les trafics;

Environ 3000 membres des forces de sécurité intérieure, des forces armées et de la magistrature ont été formés par les experts d'EUCAP SAHEL Niger.

À la demande des autorités nigériennes, d'autres cours sont déjà prévus pour les prochains mois, dont un cycle complet de formation pour la police municipale d'Agadez, dans le Nord du pays.

Aujourd'hui, la PSDC est une réalité : les Européens s'engagent et pas seulement pour apporter un soutien à la France (il n'y a aucun militaire français portant un badge de l'UE en Somalie ou en Bosnie-Herzégovine).

Mais l'Union Européenne n'a pas vocation à conduire des opérations de haute intensité (car celles-ci seront prioritairement conduites, initialement par une coalition de circonstance, sauf s'il s'agit de défense collective – OTAN – ou bien enfin si un ou deux Etats membres en expriment le souhait et trouvent que l'OTAN ne constitue pas le cadre approprié).

Elle s'appuie donc sur la complémentarité des outils dont elle dispose en propre et du soutien que lui apportent les Etats membres. L'outil militaire y a toute sa place mais il est au service de la politique globale de l'Union Européenne, c'est-à-dire celle de ses vingt-huit États membres.

### **III. L'Europe de la défense est un outil au service d'une politique étrangère**

- Si l'Europe n'est plus le centre du monde, elle en est le cœur vivant.

L'Europe c'est en effet :

- 503 million d'habitants;
  - un PIB de 12 milliards d'euros;
  - le principal acteur du commerce international : 20 % du volume total des importations et exportations mondiales.
- Elle entretient des relations politiques avec les principaux partenaires internationaux et des relations solides avec son proche voisinage.
  - Dans le cadre de la politique européenne de voisinage :
    - Elle utilise l'ensemble de ses moyens diplomatiques, y compris l'adoption de sanctions ciblées, pour stabiliser la situation en Ukraine et tenter de parvenir à une sortie de crise négociée.
    - Elle continue de jouer un rôle crucial dans la consolidation de la paix dans les Balkans occidentaux : 23 cycles de négociation ont été menés entre la Serbie et le Kosovo depuis 2010 qui ont permis la signature d'un accord historique.
    - Elle conduit la réflexion avec les pays du groupe E 3+3 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Russie et Chine) concernant le programme nucléaire militaire de l'Iran.

- Elle entretient des partenariats stratégiques avec un certain nombre de partenaires privilégiés : le mois dernier à Bruxelles ont eu lieu un Sommet UE-Etats-Unis, un sommet UE-Chine, un Sommet UE-Afrique et la semaine passée un sommet UE-Japon.
- Pour ma part, en un an et ½ j'ai pu constater une réelle inflexion de cette politique
  - Je me suis rendu aux Etats-Unis, au Pakistan, à Singapour, en Ukraine, au Japon, mais aussi à l'ONU ou au sein de l'Union Africaine et j'ai constaté que l'Union Européenne était un acteur très observé et reconnu.
  - Parallèlement, le SEAE poursuit sa montée en puissance et les 141 délégations de l'UE réparties à travers le monde constituent des relais et des capteurs privilégiés.
- Mais aujourd'hui, **les défis se multiplient dans et au-delà du proche voisinage de l'Union Européenne :**
  - crise en Ukraine
  - fragile équilibre dans les Balkans
  - instabilité régionale de l'Afrique....

Ces menaces potentielles **nécessitent que des priorités soient établies.**

Aujourd'hui le consensus n'existe pas pour rédiger un Livre Blanc Européen car la définition d'intérêts communs de sécurité, de scénarios d'intervention, ou encore la mise en œuvre d'une doctrine d'emploi de la force n'est pas à l'ordre du jour.

Mais la politique de voisinage ne peut se réduire à une politique de frontières immédiates.

Et l'isolement stratégique est révolu : en Europe, plus aucune Nation n'est en mesure d'assumer seule la responsabilité d'opérations militaires.

L'Union Européenne doit donc établir une nouvelle stratégie de sécurité adaptée au contexte international dans lequel elle souhaite opérer. C'est une des décisions prises lors du dernier Conseil Européen [Nouveau HR].

- **Dans le domaine capacitaire des progrès ont été faits mais il faut passer à la vitesse supérieure**
  - A Eindhoven, grâce à l'EATC et aux 150 appareils mis à la disposition des pays contributeurs, il devient possible de transporter des militaires allemands à l'aller et du fret néerlandais ou luxembourgeois au retour.

Récemment un KC-10 néerlandais revenant d'Afghanistan a pu être utilisé pour participer à l'évacuation de ressortissants européens dans le Sud Soudan.

- L'Agence Européenne de Défense est un forum de réflexion dans le domaine capacitaire et un catalyseur de coopération.

Elle est devenue un animateur de réseaux, qu'ils soient capacitaires, techniques, industriels ou institutionnels, mais aussi une plate-forme de développement de synergies européennes. C'est aussi un lieu où peuvent naître des initiatives vertueuses.

Mais à l'heure où le monde réarme et les Etats membres désarment, l'aspect capacitaire est essentiel.

Le Conseil européen de décembre 2013 a fixé à l'Agence des axes d'effort pour permettre aux Etats membres de coopérer de façon plus efficace et rationnelle. Il s'agit notamment :

- De permettre de disposer d'une base industrielle et technologique de défense plus intégrée, plus durable, plus innovante et plus compétitive;
- De stimuler davantage la recherche portant sur les applications à double usage
- D'établir, avec la Commission, une feuille de route pour l'élaboration de normes industrielles dans le domaine de la défense.

En termes de programmes capacitaires, la mise au point de drones (RPAS), le développement d'une capacité de ravitaillement en vol, les télécommunications par satellites et le cyberspace sont des domaines dans lesquels l'Agence s'investit.

## **Conclusion**

Aujourd'hui, beaucoup s'accordent pour dire que l'Europe de la défense ne fait pas rêver.... Et pourtant, que de progrès tout au long de ces dernières années !

Au fil des ans, la paix chèrement acquise a fait s'éloigner les menaces immédiates et relégué l'esprit de défense au rang des priorités secondaires dans la plupart de nos pays.

Mais il ne s'agit pas de dire : *"à l'OTAN, le volet militaire, à l'UE le reste"* car l'Europe de la défense est loin d'être un *"mythe"*. Elle est un des outils à la disposition de la diplomatie européenne ; c'est-à-dire celle des 28 États membres. Elle porte sûrement mal son nom car il n'y a pas d'armée européenne.

Aussi convient-il mieux, à mon sens, de parler de "*défense européenne*". Cela se traduit bien en anglais "*European Defence*" et montre qu'elle est au service d'une politique collective, celle de l'UE.

En effet, il serait illusoire de penser qu'à 28, alors que chaque Etat membre est l'héritier d'une culture politique, militaire et stratégique spécifique, il soit possible, voire même souhaité, de créer une armée européenne avec son centre d'opération et ses structures militaires robustes.

Enfin en conclusion, je cite volontiers Mr. Javier Solana qui dans une récente interview disait :

- Il faut avoir une certaine capacité d'agir, de gestion des crises et pour cela, il faut avoir des capacités.
- Mais l'Union Européenne ne sera jamais une puissance militaire, ce n'est pas son objectif.

C'est ma conviction aussi, la "*défense européenne*" est au service d'une politique étrangère européenne, c'est-à-dire au service de celle des 28. Dès lors, à ceux qui seraient tentés de tirer sur le pianiste (*l'Europe de la Défense*), j'aurais envie de dire : attention, c'est tout un orchestre qui l'accompagne...

----